

Restitution d'œuvres et objets d'art congolais

De la nécessité de connexion du pouvoir congolais avec sa diaspora

Justin M. Ndandu²

Mots clés : Restitution, art, Congo, colonisation

Lors de sa visite officielle au royaume de Belgique, du 16 au 20 septembre 2019, le président congolais (RDC), Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a été interrogé sur la question qui agite actuellement les pays africains et leurs anciennes métropoles coloniales, la restitution d'œuvres et objets d'art africains, et congolais en particulier. Œuvres et objets d'art qui avaient été, dans la plupart des cas, confisqués aux populations dites indigènes et emportés par les autorités coloniales. Ces œuvres et objets d'art sont exposés dans des musées « bunkerisés » en Occident et font désormais la fortune des anciennes puissances coloniales. Le chef de l'État congolais a estimé, à la surprise des ayants-droit congolais, et contrairement à son homologue du Bénin qui exige une restitution immédiate des Biens culturels de son pays, qu'une restitution immédiate poserait des problèmes, notamment de logistique et de personnel qualifié.

Interrogé par des journalistes belges sur la Restitution d'œuvres et objets d'art africains, et congolais en particulier, spoliés durant la colonisation et conservés dans l'ancienne métropole, le chef de l'État congolais répond à la surprise générale : « *Je préfère que cette restitution se fasse de façon progressive, car pour le moment nous n'avons pas de personnel qualifié ni d'endroit adéquat pour bien les conserver. Nous pourrions, par exemple, faire des prêts, des échanges... en attendant la restitution définitive plus tard et de façon progressive* »³.

Cette déclaration a aussitôt créé l'émotion et indigné celles et ceux qui mènent le combat de la restitution des biens culturels africains, et congolais en particulier, depuis quelques années. Beaucoup de personnes engagées dans cette revendication n'ont pas compris que le chef de l'État de leur pays aille à contre-courant du combat mené par les pays africains, les élites africaines et certaines ONG et Associations très engagées depuis quelques années afin de récupérer leurs biens culturels arrachés par « l'occupant ».

« *Ce patrimoine, une part importante de l'histoire africaine, représente un riche héritage des ancêtres et il n'a sa place nulle part ailleurs que dans nos pays afin d'aider à l'éducation de nouvelles générations* », clamaient celles et ceux qui ont vu un renoncement dans cette

¹ Bamko-Cran est une association dirigée par des femmes afrodescendantes vivant en Belgique. Elles abordent des sujets liés au genre et au racisme. Plus d'informations sur www.bamko.org

² Volontaire Bamko

³ Voir notamment: Félix Tshisekedi : "Les trésors du Musée de Tervuren devront retourner à terme au Congo", VRT, 24/11/19, <https://www.vrt.be/vrtnews/fr/2019/11/24/felix-tshisekedi-les-tresors-du-musee-de-tervuren-devront-ret/>; Tshisekedi remercie la Belgique pour la conservation du patrimoine congolais, *Le Vif*, 24/11/19, <https://www.levif.be/actualite/international/tshisekedi-remercie-la-belgique-pour-la-conservation-du-patrimoine-congolais/article-normal-1220047.html>

déclaration. Pris dans un tourbillon de critiques et d'indignations, l'entourage du chef de l'État s'est défaussé sur les médias belges qui auraient piégé le chef de l'État sur un sujet non préparé, argumentent-ils piteusement!

Question des médias belges sur la restitution : piège ou amateurisme des « experts » présidentiels en communication ?

« *Le président de la république a été piégé par les journalistes belges sur deux sujets, notamment sur la question de la restitution d'œuvres et objets d'art congolais* », déroule le plus naturellement un membre de l'entourage du ministre congolais de la Culture et Arts. Piège ou amateurisme des experts de la présidence de la république et du gouvernement ? Une visite officielle se prépare avec sérieux et tous les sujets d'actualité et potentiels doivent être passés au peigne fin par les experts afin d'éviter justement les pièges éventuels et les improvisations face à des partenaires très astucieux, très rigoureux et qui, souvent, ne veulent pas que du bien à nos pays.

Depuis l'avènement de l'actuel chef de l'État congolais à la magistrature suprême, il est en effet fréquent d'entendre des plaintes et critiques au sujet de la communication du chef de l'État : déclarations à l'emporte-pièce des différents membres de l'équipe chargée de communication et des médias, de telle sorte que l'opinion nationale ne sait plus qui fait quoi, qui est censé dire quoi ? Le chef de l'État en personne est souvent pris dans la fièvre de déclarations qui ne font apparemment pas l'objet de préparation en amont. Comment peut-on, par exemple, ignorer un sujet aussi actuel que la question de restitution d'œuvres et objets d'art africains ? Pourtant, la RD Congo est l'un des pays africains dont des dizaines de milliers d'objets culturels ont été confisqués lors des razzias de l'administration coloniale et des missionnaires, et emportés par l'ancienne puissance coloniale. Ces objets culturels ont bâti la renommée du célèbre musée de Tervuren à Bruxelles et font le bonheur de l'ancienne métropole coloniale. Comment expliquer que les experts du gouvernement et ceux de la Présidence de la république puissent ignorer le combat mené au Congo et par des compatriotes en Belgique ? N'y a-t-il pas là un certain mépris vis-à-vis de la diaspora qui se bat pour que ce patrimoine ancestral très précieux, retrouve le sol des ancêtres ? Nous ne le pensons pas, nous estimons plutôt qu'il s'agit d'une négligence voire d'une incompétence.

On pourrait penser, comme de nombreux observateurs congolais, que le choix présidentiel de repousser la restitution à plus tard, en suggérant des échanges ou des prêts, était le signe que le président de la république avait été pris de court et n'avait pas pu mûrir la question. Mais lors de l'inauguration du nouveau musée congolais construit à Kinshasa par les Sud-Coréens, le 23 novembre 2019, l'option a été confirmée. Interrogé par un journaliste occidental, le Président de la république a, à cette occasion, réitéré ce qu'il avait dit aux journalistes belges lors de sa visite officielle en Belgique : « *Nous pensons qu'il ne faut pas précipiter les choses, la restitution se fera plus tard, de façon progressive. Pour le moment, il faudra privilégier les prêts et les échanges...* ». Cette fois, plus de doute donc, le chef de l'État congolais a tranché : il n'exige pas la restitution immédiate des biens culturels congolais. Comme on s'y attendait, cette prise de position a contrarié et mécontenté les activistes, très nombreux dans la diaspora et l'opinion publique congolaise, ou du moins les élites qui n'hésitent pas de parler de spoliation.

A part la question du timing, la restitution fait l'unanimité en RDC

Tous les enquêtes-reportages menés par BAMKO-CRAN à Kinshasa, capitale de la république démocratique du Congo en 2018⁴, sont formels : la quasi-totalité des gens interrogés (professeurs d'universités, étudiants, cadres ou citoyens lambda) sont unanimes : l'ancienne puissance coloniale doit restituer les œuvres et objets d'art considérés comme un patrimoine ancestral inaliénable.

Le seul point de discordance est à mettre sur le compte des antagonismes politiques et portait sur le moment de restitution ou le timing. Il y a une année, lors de notre enquête-reportage à Kinshasa, les tenants du pouvoir dit kabiliste étaient catégoriques et voulaient une restitution immédiate et sans conditionnalités. Les questions et arguments du genre « *où, dans quelles conditions et avec quels experts* » le pays pourra-t-il assurer la conservation des œuvres et objets d'art une fois restitués au pays les laissaient de marbre. Ils avaient souvent cette réponse-couperet : « *Nous n'avons des comptes à rendre à personne ; ce sont nos biens culturels, nous en ferons ce que nous voudrions et cela ne regarde que nous* ». Quant aux conditionnalités présentées, sinon posées par les anciens colonisateurs belges qu'ils qualifient d'usurpateurs, ils les ont toujours balayées du revers de la main et avec mépris : « *Où a-t-on déjà vu un voleur poser des conditions au propriétaire avant de restituer un bien volé ?* ».

À ces « *radicaux* », était opposé le camp de celles et ceux qui estimaient que les conditions ne sont pas réunies pour accueillir dans l'immédiat les œuvres et objets d'art et d'assurer leur conservation dans des conditions idéales : il manquait un musée digne de ce nom à l'époque, lacune comblée désormais depuis l'inauguration du nouveau musée construit par les Sud-Coréens mais dont la capacité limitée ne permet pas d'accueillir les dizaines de milliers de ces objets culturels; manque aussi d'experts, disaient-ils, capables d'assurer un entretien optimum de ce patrimoine; enfin, la peur que certaines autorités sans scrupules en fassent un trafic illicite sur les marchés internationaux, etc.

« *Les dirigeants de ce pays n'ont aucun respect pour les biens publics, ils en font ce qu'ils veulent. Rien ne les empêchera de piller ce précieux patrimoine et d'en faire un trafic juteux* », entendait-on souvent de la part des opposants à la restitution immédiate, pour la plupart des opposants au pouvoir de Joseph Kabila à l'époque. « *Voyez-vous comment le pays est géré ? Rien que le secteur minier devait faire de ce pays, l'un des plus riches et des plus modernes au monde et sa population l'une des plus prospères de l'humanité. Mais regardez l'état du pays et la misère dans laquelle vit la population pourtant assise sur de fabuleuses richesses naturelles* », argumentaient, non sans raison la plupart de celles et ceux qui, aussi décidés que les tenants d'une restitution immédiate, mais qui craignaient que ces œuvres et objets d'art ne soient pas conservés dans des conditions idéales. Les opposants à la restitution immédiate invoquaient aussi un autre argument pour appuyer leur opposition : le triste sort réservé aux dizaines de milliers d'œuvres et objets d'art collectés sur ordre de l'ancien président Mobutu sur toute l'étendue du pays. Ces objets culturels, affirmaient-ils(elles), étaient gardés vaille que vaille et dans des conditions qui laisseraient à désirer dans les caves de l'ancienne résidence du gouverneur colonial, devenue par la suite le palais présidentiel, le Mont Ngaliema. Et pire, beaucoup avaient des craintes, -justifiées ou injustifiées-, que ces objets culturels fassent l'objet de trafic de la part de certaines autorités du pays. Ces derniers suggéraient donc d'attendre des temps meilleurs pour le pays et une gestion orthodoxe pour envisager la restitution de ce qu'ils considéraient comme un patrimoine ancestral inaliénable à récupérer absolument.

Conclusion

⁴ www.bamko.org

La population congolaise est aujourd'hui victime de ses contradictions dues souvent au manque de transparence dans la gouvernance du pays. Elle est traversée par des courants contradictoires en son sein là où les populations des pays bien gouvernés et bien gérés savent exactement ce qu'elles veulent et sont capables de se mettre d'accord sur les sujets et enjeux vitaux, comme celui de la restitution des biens culturels raflés durant la colonisation par les anciennes puissances coloniales. Sans une consultation préalable et ignorant souvent les luttes menées par sa diaspora, contrairement à beaucoup de pays très connectés avec leurs diasporas, le pouvoir congolais navigue souvent à vue et se met par conséquent en contradiction avec les intérêts du pays qu'il est censé défendre. Or, le serment que tous les gouvernements prêtent lors de leur entrée en fonction c'est de protéger le pays et les populations, de préserver et de défendre les intérêts du pays, de la nation. La RD Congo et ses populations sont apparemment loin du compte.

Références :

Arnaud Lismond-Mertes. Interview B. Wastiau (Meg): « Tervuren reste un lieu de fausses mémoires ». *Ensemble!*, quadrimestriel, n°99, mai 2019. 39-46, <http://www.asbl-csce.be/journal/Ensemble99.pdf>

Gillian, Mathys, Margot Luyckfasseel Van Beurden Sarah, Tracy Tansia. 2018. Renovating the AfricaMuseum. A conversation with Mathys Gillian, Margot Luyckfasseel Van Beurden Sarah, Tracy Tansia, <https://africasacountry.com/2019/04/renovating-the-africamuseum>

Mpoma, Anne Wetsi. 2017. *Quand le musée fait peau neuve*, BAMKO, 2017, https://docs.wixstatic.com/ugd/3d95e3_86cdb150e1844154bc756110001487f6.pdf

Sarr, Felwine, Savoy, Bénédicte. 2018. "Restituer le Patrimoine africain : vers une nouvelle éthique relationnelle", Rapport, le 23 novembre 2018.

Van Beurden, Sarah. 2015. *Restitution or Cooperation? Competing Visions of Post-Colonial Cultural Development in Africa* (Global Cooperation Research Papers 12).

Wastiaux, Boris. 2018. 'The Legacy of Collecting: Colonial Collecting in the Belgian Congo and the Duty of Unveiling Provenance'. In *The Oxford Handbook of Public History*, ed. by Paula Hamilton and James B. Gardner (Oxford: Oxford University Press).

Pour citer cet article : Ndandu M. J. (Nov. 2019) « Restitution d'œuvres et objets d'art congolais », Analyse n°16, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.